

Communiqué

Sordides et calculées, les tentatives de disqualification de l'UNRWA visent les réfugié.es palestinien.nes

jeudi 22 février 2024, par [AFPS](#) (Date de rédaction antérieure : 29 janvier 2024).

Douze employés parmi les 13 000 qui exercent au sein de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine à Gaza (UNRWA), ont été accusés sans preuve, par les services de communication du Shin Beth israélien, d'avoir participé aux attaques du 7 octobre.

Ils ont été immédiatement suspendus par le Commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini qui a ouvert une enquête.

Cela n'a pas empêché neuf pays occidentaux, États-Unis en tête, aussitôt suivis notamment par la Grande Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Italie, l'Allemagne et la Finlande de décider d'interrompre leurs contributions financières à l'UNRWA ! Toute honte bue, la France leur a rapidement emboîté le pas.



Photo : Décembre 2023, des familles palestiniennes qui ont perdu leurs maisons trouvent abris dans une école de l'UNRWA à Deir Al Balah. Crédit : UNRWA par Mohamed Hinnawi.

L'institution onusienne et l'ensemble de ses équipes se voient brutalement mis en cause et pénalisés. Exerçant leurs missions dans des conditions extrêmement difficiles, ce sont tous les employés de la plus importante organisation humanitaire dans la bande de Gaza qui se voient empêchés de fournir l'aide alimentaire, les produits d'hygiène qu'elle est pratiquement la seule à fournir à une population menacée par la famine et les les épidémies qui se propagent.

Ce sont plus de 2 millions de Palestiniens réfugiés et déplacés internes qui dépendent des services de l'UNRWA pour survivre du fait de la guerre : trouver un refuge, tenter de s'alimenter, être protégés. Les écoles et centres de soins, déjà fortement endommagés par le bombardements, risquent de fermer.

Le gouvernement Netanyahu n'a jamais caché son désir de voir l'UNRWA disparaître, de même qu'il voudrait voir disparaître le droit au retour des réfugiés et les réfugiés eux-mêmes ainsi bien évidemment que leur statut garanti par l'UNRWA. Fragilisée financièrement par le désengagement financier des États-Unis, l'UNRWA a déjà été visée par des campagnes de disqualification fomentée par Israël, elle doit régulièrement faire appel aux donateurs pour son fonctionnement.

Ce sont donc les 6 millions de réfugiés palestiniens bénéficiaires des services assurés par l'UNRWA (aide alimentaire, écoles, soins de santé primaire) qui sont directement impactés à l'heure où Israël attaque les camps de réfugiés quasi quotidiennement en Cisjordanie et en détruit méthodiquement les infrastructures.

Impossible de ne pas y voir une contre-offensive éhontée de la part d'un État qui s'enfonce dans le déni, une réponse cynique et sordide à la décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) du 26 janvier ? Comment ne pas être horrifié par ce soutien de ses alliés occidentaux à Israël dans ses actes génocidaires ? Ont-ils perdu toute humanité ?

Alors que l'urgence est à l'application des ordonnances de la CIJ pour prévenir le risque sérieux de génocide à Gaza, alors que ces États n'ont pas trouvé la moindre sanction à appliquer à Israël pour l'arrêter dans son entreprise génocidaire qui dure depuis 115 jours, ils n'hésitent pas à enfoncer encore plus dans l'enfer une population sans défense de plus de deux millions d'habitants dont près de la moitié d'enfants. Par leurs décisions, ce sont maintenant eux qui privent les Palestiniens de Gaza de moyens de survivre, ils ne sont plus seulement complices mais deviennent responsables.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exhorté dimanche les pays ayant suspendu leur financement à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens à « au moins garantir » la poursuite de ses opérations, dont deux millions de personnes dépendent « pour leur survie au quotidien. »

L'histoire jugera cette faillite politique et morale de pays généralement enclins à donner des leçons au monde. Les financements doivent revenir immédiatement à l'UNRWA.

Le 29 janvier 2024

Le Bureau national de l'AFPS

P.-S.

• AFPS. 29 janvier 2024 :

<https://www.france-palestine.org/Sordides-et-calculées-les-tentatives-de-disqualification-de-l-UNRWA-visent-les>